

Sida et développement rural en Haïti

Après un triste état des lieux sur le sida en Haïti, Sergot Jacob s'interroge sur les rôles que pourraient tenir les organisations paysannes dans la prévention de la pandémie et quelle méthodologie employer.

Sida en Haïti : situation et initiatives

Chacun le sait maintenant, le VIH (sida) est l'un des fléaux les plus inquiétants de l'époque actuelle. Ce n'est pas simplement un problème médical, c'est un vrai problème de développement. Les milliers de vies qui sont emportées par cette maladie font payer un lourd tribut aux économies du Sud et handicapent sérieusement les efforts de développement. Dans la région des Amériques et de la Caraïbe, Haïti est le pays le plus touché. Le taux de séroprévalence nationale y est estimé à 6 %¹. Haïti et la République dominicaine totalisent à elles seules 90 % des cas de personnes infectées dans la Caraïbe. Actuellement, selon les statistiques disponibles, entre 260 000 et 300 000 personnes seraient infectées en Haïti. Environ 30 000 nouvelles infections seraient enregistrées chaque année.

Plusieurs initiatives nationales susceptibles d'apporter leur contribution à la lutte contre le VIH sont mises en place en vue de donner une réponse appropriée à la maladie. Ayant soumis en mars 2002 au Fonds mondial de lutte contre le sida, le paludisme et la tuberculose un projet de taille consistant en la réponse du pays pour lutter contre le sida, Haïti est l'un des rares États à avoir bénéficié d'un financement du Fonds. Cette réponse envisagée est à la fois multisectorielle, sociale et également communautaire. Elle est le résultat d'un partenariat entre secteur privé et secteur public.

S'il est vrai qu'un large consensus intersectoriel est déjà trouvé au niveau national quant à la réponse à donner, et que beaucoup de campagnes ont diffusé des informations sur les modes de transmission et de prévention de la maladie, il semble que les changements d'attitudes, de pratiques et de comportements des groupes ciblés ne sont pas à la hauteur des attentes. Des études thématiques précises doivent venir éclairer ces zones d'ombre. Cependant, il est permis de penser que l'extrême pauvreté de la majorité de la population, l'analphabétisme et certains facteurs sociaux aient une influence considérable. Quoiqu'il en soit, une mobilisation efficace, couplée à la communication pour le changement de compor-

tement et à la participation et à l'appropriation communautaire des stratégies par les bénéficiaires, semble résolument indiquée pour mieux pénétrer les communautés rurales sur une base pérenne. Les membres des communautés rurales ont droit aux informations les plus détaillées dont ils ont besoin pour se protéger contre l'épidémie, d'autant qu'ils constituent le potentiel du développement économique et social de leur zone. Les chances de réussite des actions augmentent considérablement quand les cibles directes participent à leur conception et leur réalisation. Cela suggère par conséquent une forte implication des organisations paysannes.

Quels rôles pour les organisations paysannes dans la lutte contre le sida ?

Tout comme pour l'éducation, les répercussions positives de la santé de la population sur le développement économique et social et le développement rural ne sont plus à démontrer. Si le rôle des OP dans le développement agricole et dans la gestion participative des projets de développement local est largement indiqué aujourd'hui, leur implication dans la gestion des programmes de santé communautaire démedicalisés n'était pas, jusqu'à une période récente, un acquis en Haïti.

Il y a quelques années, des ONG ont essayé d'impliquer les organisations interprofessionnelles paysannes dans les efforts de lutte contre le sida. Il s'agit des ONG impliquées dans la prévention de la transmission sexuelle de la maladie. Il faut dire qu'en Haïti, près des deux tiers de la population vivent en milieu rural. Le taux d'urbanisation actuel est de 36 %. Et l'une des caractéristiques du milieu rural haïtien, dominé par un relief montagneux, est la dispersion des habitats. Les ONG, dotées de moyens limités face aux besoins énormes des communautés, sont dans l'incapacité de toucher toute la population rurale. Aussi, la participation et l'appropriation locales des stratégies devraient-elles favoriser la pénétration des communautés difficiles d'accès. Ces ONG ont fondé leurs interventions sur la mobilisation sociale dont l'une des composantes est la mobilisation communautaire qui

met en synergie les mobilisateurs issus des organisations paysannes de base et les structures publiques et privées dans la réalisation d'objectifs dans l'intérêt de la communauté. La communication pour le changement de comportement en constitue l'axe principal. Elle est articulée autour des trois principales méthodes de prévention de l'infection au VIH par voie sexuelle, selon l'approche dite « ABC » (*Abstain, Be faithful and use Condoms*)². Là encore, les méthodologies appliquées par les ONG diffèrent (éducation par les pairs, éducation et rencontres communautaires, bus-infos jeunes, caravane anti-sida, IEC³, etc.). La méthodologie qui implique d'emblée les organisations paysannes, la mobilisation communautaire, consiste en des sessions de formation adressées aux membres-adhérents des organisations, sélectionnés par leur base. Ces derniers doivent à leur tour transmettre les connaissances et les informations apprises au sein de leur organisation et de leur communauté. Les principaux résultats attendus par ces projets sont : une augmentation de l'utilisation des préservatifs, une diminution du nombre de partenaires sexuels occasionnels et enfin le retard de l'entrée en activité sexuelle chez les jeunes.

Si cette expérience semble prometteuse, l'effort à consentir est de taille : production de matériel IEC adéquat pour une population rurale au niveau d'éducation minimale, où le sida est souvent perçu comme une maladie surnaturelle, financement des coûts récurrents des journées d'éducation communautaire, maintien de la motivation des organisations rurales professionnelles dans une conjoncture socio-politique agitée, etc. Mais il importe également d'évaluer l'impact réel, les rapports coût-efficacité et coût-bénéfices de ces campagnes d'IEC déjà menées dans les communautés. Les bénéficiaires directs et indirects des interventions accueillent avec intérêt la démarche et semblent comprendre les messages véhiculés dans les sessions de formation et d'animation sur les modes de transmission et de prévention de l'infection. Néanmoins, d'autres défis persistent : la difficulté pour les femmes de négocier des relations sexuelles protégées quand la misère est extrême et que leur survie, ou celle de leurs



Campagne de lutte contre le sida.

enfants, dépend de ces nouvelles relations, l'inaccessibilité (avant tout économique) des communautés pauvres aux moyens de prévention. Quand on dispose de moins d'un dollar par jour, les préservatifs n'auront certainement pas une bonne place dans la hiérarchie des priorités !

Quelques leçons méthodologiques peuvent néanmoins être tirées de l'expérience haïtienne.

Leçons apprises de l'expérience haïtienne et quelques pistes pour une action mieux légitimée

Sur la base de quelques résultats intermédiaires, les points suivants méritent de retenir l'attention. On est en mesure de confirmer que les chances de réussite des interventions de développement augmentent considérablement quand les cibles directes participent à leur gestion et à leur réalisation. Un effort constant doit être fait pour impliquer ces dernières dès la phase de conception des projets. Les institutions communautaires se révèlent des partenaires de taille dans la mise en œuvre des projets de développement. Leur implication pourrait permettre d'optimiser les ressources disponibles et de maximiser les résultats et l'impact attendus. Par ailleurs, au-delà de la lutte contre le sida, ces projets démedicalisés montrent le potentiel des organisations rurales dans le développement communautaire. Elles font preuve d'une volonté de collaborer et d'une forte motivation. Leur implication dès la phase initiale des projets à travers des rencontres de travail et des ateliers partici-

patifs, l'analyse préalable des problèmes sont susceptibles de renforcer la légitimité des interventions et de donner des résultats meilleurs et durables.

Les ONG devraient porter une grande attention à cette participation réelle et continue, et éviter d'en escamoter certaines parties. S'il est vrai qu'au départ les institutions de santé partenaires au niveau local avaient fait montre de beaucoup de réserves par rapport aux organisations de base, craignant les éternelles revendications de ces dernières, ces institutions se sont impliquées dans la mise en œuvre des activités de mobilisation communautaire de concert avec les organisations paysannes. Il faut espérer que ce partenariat puisse s'inscrire dans la durée. L'autonomie et la prise de conscience sont les deux piliers majeurs de la mobilisation communautaire qui est un processus continu. Cette mobilisation souhaitée est aujourd'hui amorcée dans certaines communautés où les projets de ce type se sont déroulés dans la mesure où les organisations paysannes se sont engagées, ont planifié et réalisé de manière autonome, avec la participation constante de leurs communautés respectives, des animations communautaires sur les modes de transmission et de prévention du sida par le biais de saynètes, de sociodrames, etc.

Une communauté rurale épargnée par le sida dispose d'un plus grand potentiel productif dans les activités économiques. Les journées de maladies évitées sont nécessaires pour infléchir la productivité et la production des activités dont dépendent la croissance, la sécuri-

té alimentaire, le développement rural et la réduction de la pauvreté. L'impact négatif (perte de production agricole, diminution des revenus, décapitalisation) que ne manquera pas d'exercer le sida sur l'économie des familles rurales est à éviter dans une économie paysanne laissée déstructurée et exsangue par des mesures ultra-libérales et des sanctions économiques internationales⁴. Les malades augmenteront la demande de soins sanitaires déjà largement insatisfaite en ce qui concerne les soins de base. Le sida aggraverait ainsi la pauvreté qui touche déjà la majorité de la population et réduirait l'espérance de vie qui ne dépasse plus cinquante ans actuellement.

L'expérience révèle que « les probabilités d'évolution des comportements et des mentalités augmentent lorsque les campagnes d'information englobent les attitudes, les valeurs et les aptitudes nécessaires pour se protéger et lorsque les groupes auxquels les messages sont destinés participent activement à l'organisation des campagnes » (Unicef). Les organisations paysannes réellement représentatives et fonctionnelles se sont montrées prêtes à assumer de nouveaux rôles. Mais elles doivent être accompagnées de manière efficace. Les ONG doivent jouer ce rôle nécessaire en prenant soin de respecter les caractéristiques et les valeurs intrinsèques propres aux communautés locales ciblées. Mais l'action des ONG mérite aussi d'être bien coordonnée, ce qui suggère un rôle actif de la part des pouvoirs publics. La participation communautaire, quant à elle, doit être rendue réellement effective à tous les stades du cycle des projets et procéder à la conception même de ceux-ci, en vue de garantir des bénéfices durables et une appropriation des stratégies par les bénéficiaires qui doivent à leur tour en assurer le relais au-delà des projets. ■

*Sergot Jacob, consultant,
Groupe d'études, de consultation et d'aide
à la décision économique et stratégique
(Gecades), BP 19188, Port-au-Prince,
Haïti, gecades@hotmail.com*

¹ Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA).

² Respectivement : s'abstenir de relations sexuelles ; rester fidèle à un seul partenaire non infecté ; et utiliser des préservatifs.

³ Information, Éducation et Communication.

⁴ Voir à ce sujet Jacob S. 2003 : « Impact des ajustements structurels sur le secteur agricole en Haïti », in *Alternatives Sud Question agraire et Mondialisation*. Et également, Jacob S. 2002 : Libéralisation des marchés agricoles, expérience haïtienne, Forum européen sur la coopération au développement rural organisé par le CTA et l'Inter-Réseaux.